Contrat d'Obligations de Service Public
Régie des Transports Métropolitains
(RTM)
Pour l'exploitation de Services de Transport
Public De la Métropole Aix-Marseille-Provence
AVENANT N° 21

ENTRE

La Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP)

Représentée par sa Présidente, Madame Martine Vassal, dûment habilitée par délibération du Conseil Métropolitain en date du 22 février 2024 .

D'UNE PART

ET

La Régie des Transports Métropolitains (RTM)

Etablissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est situé 79 boulevard de Dunkerque 13002 Marseille, représenté par son Directeur Général, Monsieur Hervé Beccaria, dûment habilité par Délibération du Conseil d'Administration en date du 8 juillet 2020.

D'AUTRE PART

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La Métropole a souhaité confier à la RTM, à compter du 1^{er} janvier 2024 la reprise de l'exploitation des activités de transport terrestres et ferroviaires antérieurement confiées à la RDT 13 dont le contrat arrive à échéance au 31 décembre 2023. En effet, le COSP liant la Métropole et la Régie Des Transports (RDT13) n'ayant pas été reconduit, la dissolution de la Régie qui en a découlé statutairement a eu pour conséquence le transfert du patrimoine de la Régie à l'actif métropolitain.

S'agissant de l'activité voyageurs, le parc de matériel roulant ainsi que les dépôts ont été mis à disposition au 1er janvier 2024 dans le cadre de l'avenant n° 20 au COSP RTM. L'annexe 2.35 et ses appendices précisent le périmètre de l'actif mis à disposition.

Le patrimoine mis à disposition se compose d'un parc de véhicules roulants (autocars – plus de 240 unités) et de dépôts (4) nécessaires à l'exploitation de l'offre de service à produire dans le cadre du COSP.

En outre et s'agissant de l'activité de fret ferroviaire, l'avenant 20 au COSP RTM met également à disposition de la régie le parc de matériel roulant ferré, les lignes ferrées Pas-des-Lanciers – La Mède et Arles Fontvieille et les dépôts ferroviaires.

Considérant les compétences et l'expertise acquises par la RTM dans ces secteurs d'activité, et à fin de fluidité dans l'exploitation, la Métropole souhaite préciser les missions relatives à la gestion, l'entretien, la maintenance et la réparation de ce patrimoine.

C'est l'objet du présent avenant qui vise donc à

- Préciser les missions de gestion, d'exploitation et de maintenance des infrastructures et matériels des activités « voyageurs par voie terrestre » et de « transport ferroviaire de marchandises et des déchets » antérieurement exploitées par la RDT 13.

Par ailleurs, s'agissant des infrastructures ferroviaires, le décret n°2017-439 du 30 mars 2017 définit les éléments à prendre en compte en termes de responsabilités pour le détenteur/propriétaire et le gestionnaire des infrastructures et matériels ferroviaires.

Le gestionnaire d'infrastructure, pour assurer ses missions, doit obtenir et/ou maintenir la certification du Système de Gestion de la Sécurité (SGS) délivré par l'EPSF (établissement public de sécurité ferroviaire) pour satisfaire aux exigences réglementaires de sécurité et à maîtriser les risques liés à la gestion et à l'exploitation de l'infrastructure ouverte à la circulation publique. Au 1er janvier 2024, la Métropole devenue automatiquement gestionnaire d'infrastructure ferroviaire de transport de marchandises pour une continuité sans faille du service public considéré doit disposer des moyens opérationnels de sa mission.

La mise à disposition des infrastructures dédiées à l'opérateur unique interne RTM dans le cadre de son COSP, induit en conséquence qu'il endosse la qualification de gestionnaire desdites infrastructures, l'opérateur interne devenant attributaire des lignes de ce réseau ferré dont est propriétaire la Métropole.

C'est l'objet du présent avenant qui vise donc à :

- Transférer la qualité de gestionnaire d'infrastructures ferroviaires ;
- Confier à la Régie des Transports Métropolitains les missions définies au référentiel de l'EPSF, notamment l'entretien, la maintenance, l'élaboration et le suivi du système global de sécurité, préconisations et recommandations à formuler auprès du détenteur.

Le présent avenant en définit les conditions d'exploitation.

Ainsi, les parties ont convenu, dans le cadre du présent avenant, de mettre en conformité avec les nouvelles conditions d'exploitation du Réseau et des missions confiées, certains Articles du Contrat d'Obligation de Service Public.

Le présent avenant entrera en vigueur à sa notification. Les parties conviennent que le présent avenant produira ses effets à compter du 1^{er} janvier 2024

Dans le cadre de l'avenant n°20, un Chapitre 21 « Exploitation et Gestion des Services de Transport et de Transfert des Déchets » a été intégré au Titre 2 du Contrat OSP de la RTM.

Afin de préciser les conditions d'exploitation, d'entretien et de maintenance du patrimoine mis à disposition, de nouveaux articles 2.35.7 et 2.35.8 sont ajoutés à ce CHAPITRE 21.

« CHAPITRE 21. Exploitation et la gestion de Services de Transport et de Transfert de déchets »

ARTICLE 2.35 : OBJET, DUREE ET PRINCIPES GENERAUX

ARTICLE 2.35.7 Conditions de réalisation de la mission d'exploitation et de maintenance des infrastructures et matériels de l'activité voyageurs

La Métropole confie à la RTM le soin d'assurer les missions suivantes dans le cadre de la mission d'exploitation et de maintenance des matériels et dépôts métropolitains mis à sa disposition.

S'agissant de la gestion du parc de matériel roulant placé sous sa responsabilité, la RTM assure :

- La réception des matériels, et la conformité de la livrée de ces derniers à la charte métropolitaine « La Métropole Mobilité »,
- L'évaluation physique de l'état des matériels mis à disposition (une fiche par véhicule),
- La réforme des matériels en ce comprise la proposition à la Métropole de procéder à la cession à titre gratuit ou onéreux ou à la destruction des biens inutiles pour le fonctionnement et l'exploitation des réseaux ou obsolètes et/ou ne permettant pas de répondre aux dispositions de l'article L 224-8 du Code l'environnement (pour les matériels proposés à la réforme, la RTM indique le motif, les modalités, cession ou destruction, la valeur nette comptable et la valeur de cession le cas échéant).
La gestion du parc de matériel roulant sera de la responsabilité de la RTM afin de garantir le maintien le plus proche possible de l'état initial lors de sa mise à disposition et une efficacité des coûts d'exploitation.
Les cycles de maintenance patrimoniale dépendant du type de matériel roulant et des interventions préconisées par les constructeurs, la RTM échangera avec ces derniers autant que l'exige le bon état de fonctionnement du matériel roulant.
- La maintenance préventive et curative « courante » de tous niveaux,
- La maintenance dite « courante » traite principalement de l'usure des consommables (batteries, pneus, dispositifs de freinage, etc.) du matériel roulant et intervient à fréquence régulière, conformément au plan de maintenance fourni par le constructeur. La RTM satisfait également à tous les contrôles réglementaires, notamment le contrôle technique des véhicules et des dispositifs embarqués le cas échéant (chronotachygraphe, éthylotest, etc...).
- L'entretien courant, le lavage et le nettoyage intérieur et extérieur de façon à satisfaire aux exigences de la démarche qualité du COSP. Les réparations relevant de l'entretien courant recouvrent celles des matériels accidentés ou ayant subi des actes de vandalisme, voire les conséquences d'épisodes climatiques,

- Les opérations programmées de traitement des obsolescences (*) démontrées (après validation expresse de la Métropole). Les interventions les plus conséquentes, laissées à la libre appréciation de la RTM restent toutefois soumises obligatoirement pour avis à la Métropole. Une maintenance dite « patrimoniale » est confiée dans ce cadre à la RTM, dès lors que des interventions de rénovation lourdes et ponctuelles s'avèrent nécessaires sur des aspects structurels du matériel roulant. La RTM établit en tant que de besoin le ou les éventuel(s) programme(s) de rénovation susceptible(s) de modifier le plan pluriannuel de renouvellement ou de rénovation.

*Définition de l'obsolescence : Est qualifié d'obsolescent tout bien ou composant dont la fabrication est devenue impossible ou est arrêtée définitivement et/ou pour lequel toute évolution, maintenance ou réparation est irréalisable en raison notamment de l'absence de pièces de substitution sur le marché. La notion de vétusté implique la combinaison de l'obsolescence et de l'arrivée du bien au terme de son cycle de vie.

En tout état de cause la Métropole se réserve le droit d'auditer l'état général des matériels et la qualité des opérations de maintenance, et d'appliquer les pénalités afférentes pour manquement à cette catégorie d'obligation.

S'agissant de la gestion des infrastructures dédiées au parc de matériel roulant placé sous sa responsabilité, la RTM assure :

- La réception des biens meubles et immeubles hors matériel roulant selon inventaire,
- Un état des lieux des biens mis à disposition précisant a minima :
  - La dénomination précise de chaque bien selon sa destination, la marque commerciale et/ou le fournisseur, la localisation des biens, la date d'acquisition, de location, de mise à disposition, d'achèvement ou de réalisation,
  - L'indication des biens proposés à la réforme.

2.35.7.1 Comité technique et de suivi

Un Comité technique de suivi comprenant des représentants techniques de la Métropole et de la RTM se réunira en tant que de besoin.

La Métropole pourra également demander à tout moment à la RTM la communication de toutes les pièces et contrats afférents à l'exécution des prestations.

La RTM établira et remettra annuellement à la Métropole un bilan général des prestations et opérations réalisées sur le patrimoine mis à disposition, bilan qui comportera un état patrimonial.

2.35.7.2 Exécution des prestations

La RTM réalise l'exécution et le suivi du règlement des marchés nécessaires aux prestations attendues, ainsi qu'à la mise en service des interventions sur le patrimoine mis à disposition, à savoir :

- La définition des conditions administratives et techniques,
- La gestion de la procédure de passation du ou des marchés nécessaires,
- La signature, la gestion et l'exécution du ou des marchés,
- Le versement de la rémunération des entreprises,
- La réception et mise en service,
- La gestion financière et comptable,

- La gestion des garanties et des interventions du SAV (service après-vente) au titre des engagements contractuels du constructeur,
- Toute action juridique et/ou judiciaire qui s'avèrerait nécessaire à l'exécution des prestations décrites ci-dessus,

Et de manière générale, tous les actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus et toutes actions nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

2.35.7.3 Vérification d'aptitude et de réception

La RTM procédera à l'ensemble des vérifications d'aptitude et de réception des prestations.

La RTM établira ensuite la ou les décision(s) de réception (ou de refus) et la notifiera à/aux entreprise(s).

2.35.7.4 Rémunération

Les coûts des prestations concernées sont inclus dans les rémunérations C19 et C20 validées dans l'avenant n°20 de la RTM.

ARTICLE 2.35.8 Conditions du transfert à la RTM de la qualité de gestionnaire d'infrastructures ferroviaires pour la gestion et l'exploitation des biens afférents au service de transport de marchandises

Dans le cadre de l'avenant n°20 du COSP, la Métropole a confié à la RTM l'Exploitation et la Gestion de Services de Transport et l'activité connexe de Transfert de déchets à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à la fin du contrat d'OSP fixée au 31 décembre 2025. Le périmètre du service confié comprend notamment les prestations d'entretien des voies ferrées locales ainsi que l'entretien et la maintenance des passages à niveau.

Or, le décret n°2017-439 du 30 mars 2017 définit les éléments à prendre en compte en termes de responsabilités pour le détenteur/propriétaire et le gestionnaire des infrastructures ferroviaires. Etant devenue propriétaire des infrastructures ferroviaires de l'ex RDT, la Métropole en est devenue responsable auprès des organismes de contrôle.

Elle endosse ce faisant les responsabilités inhérentes à la sécurité des infrastructures, s'assure du bon état de la voie et de la pertinence du système global de sécurité qui sera régulièrement audité par les organismes de contrôle compétents. A ce titre, elle doit mettre en œuvre tous les moyens utiles et nécessaires afin de permettre les circulations ferroviaires en toute sécurité.

Seule la RTM devenue unique opérateur interne de la Métropole, détient à date, les moyens opérationnels nécessaires à la mise en œuvre des activités précédemment exercées pour son compte par la RDT.

La Métropole désigne donc la RTM en tant qu'opérateur ayant qualité de gestionnaire délégué d'infrastructures (GDI) qui endosse de facto les missions sui-generis définies dans le référentiel de l'EPSF (Etablissement Public de Sécurité Ferroviaire) notamment entretien, maintenance, élaboration et suivi du système global de sécurité, préconisations et recommandations à formuler auprès du détenteur.

Article 2.35.8.1 Définition des attributions de la RTM

La Métropole confie à la RTM le soin d'assurer les missions suivantes dans le cadre du transfert de la qualité de gestionnaire d'infrastructures ferroviaires, sous réserve de tout complément utile relevant de la définition cadre :

- L'obtention et/ou le maintien de l'agrément de sécurité délivré par l'EPSF ;
- L'accès à l'infrastructure ferroviaire du réseau, comprenant la répartition des capacités et la tarification de cette infrastructure ;
- La gestion opérationnelle des circulations sur le réseau ;
- La maintenance, comprenant l'entretien et le renouvellement de l'infrastructure du réseau ;
- Le développement, l'aménagement, la cohérence et la mise en valeur du réseau ;
- La gestion et la mise en valeur d'installations de service ;
- Des missions transversales nécessaires au bon fonctionnement du système de transport ferroviaire métropolitain.

Par ailleurs, la RTM conduira avec le concours des Directions concernées de la Métropole toutes les discussions nécessaires avec les autorités compétentes (EPSF, GPMM, RFF, SNCF) afin de proposer les investissements et porter les interventions nécessaires au respect du cadre réglementaire.

La Métropole confie par ailleurs à la RTM le soin d'assurer les missions suivantes dans le cadre de la mission d'exploitation et de maintenance des matériels (locomotives, wagons, caissons, matériels annexes) et dépôts ferroviaires métropolitains mis à sa disposition :

- La réception, la réforme et les formalités administratives afférentes ;
- Les contrôles techniques et réglementaires périodiques ;
- L'entretien et la maintenance en conformité avec les prescriptions « constructeur » ;
- Les réparations y compris celles consécutives à des accidents, à des actions de vandalisme, à des épisodes climatiques ;
- Le nettoyage ;
- Les opérations programmées de traitement des obsolescences démontrées (sous réserve d'accord entre les parties) ;
- La réforme et les opérations de cession des matériels, à titre onéreux ou gratuit, après accord de la Métropole.

Plus précisément, pour les locomotives, la Métropole en tant que propriétaire confie le rôle de détenteur à la RTM : ainsi celle-ci bénéficie du droit d'exploitation économique du matériel. La RTM en tant que détenteur aura la responsabilité de déterminer l'ECE des locomotives.

Article 2.35.8.2 Comité technique et de suivi

Un Comité technique de suivi comprenant des représentants techniques de la Métropole et de la RTM se réunira en tant que de besoin.

La Métropole pourra également demander à tout moment à la RTM la communication de toutes les pièces et contrats afférents à l'exécution des prestations.

La RTM établira et remettra annuellement à la Métropole un bilan général des prestations et opérations réalisées sur le patrimoine mis à disposition, bilan qui comportera un état patrimonial.

Article 2.35.8.3 Conditions d'exécution des prestations confiées

La RTM réalise, pour le compte de la Métropole Aix Marseille Provence l'exécution et le suivi du règlement des marchés nécessaires aux études et prestations attendues, ainsi qu'à la mise en service des interventions sur le patrimoine ferroviaire mis à disposition, à savoir :

- La définition des conditions administratives et techniques,
- La gestion de la procédure de passation du ou des marchés nécessaires,
- La signature, la gestion et l'exécution du ou des marchés,
- Le versement de la rémunération des entreprises,
- La gestion financière et comptable des études, prestations, mises en service et exploitation/maintenance,
- La gestion administrative,
- Toute action juridique et/ou judiciaire qui s'avèrerait nécessaire à l'exécution des prestations décrites ci-dessus,

Et de manière générale, tous les actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus et toutes actions nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Article 2.35.8.4 Vérifications d'aptitude et de réception

La RTM procèdera à l'ensemble des vérifications d'aptitude et de réception des prestations.

La RTM établira ensuite la ou les décision(s) de réception (ou de refus) et la notifiera à/aux entreprise(s).

Article 2.35.8.5 Rémunération

Les coûts des prestations concernées sont inclus dans les rémunérations C20 validées dans l'avenant n°20 de la RTM.

Fait en 3 exemplaires originaux,
A Marseille, le

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le Vice-Président Délégué
Transports et Mobilité Durable

Henri PONS

Pour la RTM

Le Directeur Général

Hervé BECCARIA